

Explorer les récits ignorés du commerce du tramadol et du transport de migrants en Afrique de l'Ouest

Gernot Klantschnig; Lala Ireland (University of Bristol); Philippe Frowd (University of Ottawa); Elodie Aparad (IFRA Nigeria)

Sur la recherche

Le projet nommé 'Récits ignorés sur la criminalité organisée transnationale en Afrique de l'Ouest' explore l'implication d'acteurs locaux dans deux activités au statut juridique particulièrement ambigu et souvent associées au crime organisé : la vente de tramadol (un opioïde synthétique) en dehors du cadre réglementaire et le transport de migrants en route vers l'Europe (parfois considéré comme un trafic illicite).

L'angle d'analyse généralement privilégié sur ces sujets, notamment les activités liées au transport illégal des migrants et au trafic de tramadol consiste à les appréhender comme une forme de criminalité organisée. Cette approche repose principalement sur la vision des principaux bailleurs de fonds car les données et les perspectives ouest-africaines ont été, jusqu'ici, largement ignorées. Les récits et perspectives d'acteurs locaux, recueillis dans la ville portuaire de Lagos (Nigéria) et dans la ville d'Agadez (Niger), nœud de circulations Transsahariennes, peuvent ainsi aider à mieux comprendre la perception de ces activités localement, les causes de leur émergence et leur inscription dans le secteur économique informel ainsi que les possibles solutions aux problèmes qui en découlent, essentiellement liés à l'ordre politique.

Les conclusions de ce projet et les recommandations proposées s'appuient sur des enquêtes ethnographiques, des entretiens ainsi que les résultats d'un atelier ayant réuni décideurs politiques, acteurs associatifs et représentants d'institutions internationales, organisé à Ibadan (Nigéria).



Photo credit: Elodie Aparad

Recommandations et Initiatives politiques

En adoptant des politiques sécuritaires axées sur la criminalisation, les décideurs politiques ont mis de côté les approches alternatives plus orientées vers la santé publique, les droits humains, et le développement. Pour résoudre les problèmes identifiés, les décideurs politiques devraient:

- *Mettre l'accent sur l'amélioration des services de santé et l'emploi:* évaluer la situation en regardant au-delà des explications simplistes en mettant davantage l'accent sur les facteurs socio-économiques tels que les soins de santé sous-financés, la prise en charge de la douleur ou le manque d'opportunités d'emploi locaux.
- *Adopter une politique préventive:* Adopter une approche plus équilibrée privilégiant une politique axée sur la prévention.
- *Réduire les effets néfastes:* Reconnaître que la criminalisation entraîne de graves préjudices, en particulier pour les droits des personnes toxicomanes et des migrants.
- *Fonder leur intervention sur des données crédibles:* Fournir des informations recueillies sur le terrain au cours d'enquêtes longues, menées sur le tramadol et la migration, en précisant les conditions de recueil ainsi que les biais éventuels. Ceci devrait s'appuyer sur les bonnes pratiques développées par les ONG locales spécialisées, ainsi que les associations de défense des droits humains.
- *Inclure la société civile:* Pour être légitimes, les politiques doivent également être inclusives, avec une forte contribution de la société civile, des victimes et des personnes actuellement criminalisées.
- *Favoriser les priorités nationales et régionales:* Coordonner au niveau régional mais surtout au niveau national pour éviter l'incohérence et l'adoption de mesures favorisant les intérêts des donateurs étrangers.

Principales conclusions

Les effets néfastes des politiques migratoires et de régulation

De manière générale, les données et les recherches sur le tramadol et le transport illégal de migrants dans la zone ouest-africaine restent rares. Les données des opérations de saisies de drogue sont souvent incomplètes et rapportées par les états concernés.

- *Les activités illicites et licites*: Les politiques ignorent souvent les frontières floues entre l'utilisation médicale acceptée et « l'abus » pour des usages récréatifs du tramadol. Sous ce même angle, ils confondent aussi la migration irrégulière avec le trafic et la traite des êtres humains.
- *Catégoriser des activités au niveau national en tant que criminalité de nature transnationale*: Le fait de qualifier des activités à petite échelle liées à la vente illicite de tramadol et le transport de migrants en tant que « criminalité transnationale organisée » (CTO) a également contribué à créer une confusion. Une grande partie de ce qu'on appelle CTO n'est pas exclusivement transnational, organisé ou criminel. Des activités majoritairement locales telles que la vente illicite de tramadol ou l'immigration irrégulière ne correspondent pas à la définition de la CTO.
- *Réorienter les interventions de l'État*: Les perspectives dominantes ignorent le rôle de l'État dans la création de facteurs induisant la consommation de drogue et la migration, tels que le manque d'infrastructures médicales abordables conduisant à l'automédication et le manque d'opportunités en termes d'emploi, qui encourage les mouvements migratoires.
- *Criminalisation*: La criminalisation est une réponse dominante en Afrique de l'Ouest avec des effets dévastateur sur la lutte contre la vente illicite de tramadol et le transport illégal des migrants.

Analyse de la situation: Criminalisation des moyens de subsistance

Le choix de catégorisation des ventes illicites de tramadol et de transport des migrants en tant que CTO, a accentué la criminalisation d'activités connexes à petite échelle et réorienté les initiatives politiques, priorisant alors des mesures punitives plutôt qu'une approche par la santé et le développement.

- La criminalisation a également conduit à la prédominance du maintien de l'ordre et de la sécurité, mettant l'accent sur les criminels (organisés) structurant la vente illicite de tramadol et le « trafic » de migrants.
- Cette approche a ignoré les points de vue des acteurs locaux, et a empêché une meilleure compréhension des facteurs qui encourageant l'utilisation de la drogue, ainsi que du commerce et de l'importance socio-économique de ces activités.
- De nombreux acteurs locaux impliqués dans ces activités les considèrent comme leurs principaux moyens de subsistance et sont réticents à l'idée de renoncer à cette source de revenus dans un environnement perçu comme dépourvu d'emplois et d'opportunités alternatives.
- Dans le cas du transport de migrants, des stratégies d'évitements ou de contournement ont été développées par les transporteurs pour éviter les arrestations, rendant les trajets choisis plus dangereux. Cette situation entraîne davantage de décès dans le Sahara et des abandons de passagers par peur des patrouilles.
- Les politiques de criminalisation vont à l'encontre de leurs objectifs et exacerbe la vulnérabilité des personnes qu'elles visent à protéger.

Further information

Le projet [Hidden Perspectives on Transnational Organized Crime in West Africa](#) est une collaboration, entre les universités de Bristol, d'Ottawa et l'Institut français de recherche en Afrique (IFRA-Nigeria), financé par l'organisation de recherche britannique « Economic and Social Research Council (ESRC) ».

Contact the researchers

Dr Gernot Klantschnig, Associate Professor, School of Policy Studies, University of Bristol: gernot.klantschnig@bristol.ac.uk

Dr Philippe Frowd, Associate Professor, Political Studies, University of Ottawa: pfrowd@uottawa.ca

Dr Elodie Apard, Director, IFRA Nigeria: director@ifra-nigeria.org

Dr Lala Ireland, Research Associate, School of Policy Studies, University of Bristol: lala.ireland@bristol.ac.uk